

Argentine : Non au massacre, solidarité avec la lutte populaire!

Écrit par IVE Internationale

Jeu, 20 Juin 2002 01:00 - Mis à jour Vendredi, 20 Juillet 2007 22:02



1. Une fois de plus les gouvernants qui servent les classes dominantes et l'impérialisme se sont livrés à un massacre « démocratique », tuant pour s'en sortir. Une fois de plus les travailleurs, les chômeurs, les femmes et les enfants qui manifestaient dans la rue leur légitime rejet de la famine et de la confiscation de leur futur, ont été sauvagement réprimés. Deux jeunes piqueteros (1), Dario Santillan (21 ans) et Maximiliano Costequi (25 ans), ont été fusillés alors qu'ils tentaient de venir en aide à d'autres camarades réprimés, 190 manifestants ont été blessés, 160 détenus et torturés dans les commissariats de la province de Buenos Aires. Les policiers et les gendarmes de la préfecture maritime - comme du temps de la dictature militaire - se sont livrés à une chasse à l'homme et ont donné l'assaut aux divers locaux des partis de la gauche, passant certains à sac.

2. Le gouvernement des gangsters du président Duhalde, ses forces de sécurité et les bandes à sa solde sont les responsables de ce nouveau massacre. Mais en sont aussi responsables les gouvernements des États-Unis et de l'Union européenne, le FMI et ses fonctionnaires, qui viennent d'exiger la répression pour remettre de "l'ordre" dans le désordre néolibéral et le désastre social provoqué par leur propre politique économique. L'Argentine est "à vendre" et la mondialisation capitaliste - par le biais de ses entreprises et de ses banques transnationales - se dispute le partage du butin. Ne se satisfaisant pas des privatisations, de la flexibilité du travail, de la rétention de l'épargne, de la misère de la moitié de la population, de la dette extérieure frauduleuse, ils veulent plus encore. Ils veulent l'expropriation totale des richesses, des revenus et des droits populaires acquis.

3. Dans cette logique la criminalisation de toute forme de résistance sociale joue un rôle fondamental dans la domination du Capital. La répression et la violence deviennent les composantes essentielles de la "démocratie de marché" et des instruments décisifs pour désarticuler le nouveau cycle de luttes populaires qui s'étend à l'ensemble de l'Amérique latine. Comme on l'a vu récemment au Pérou, au Paraguay, en Bolivie, en Équateur et au Chiapas, comme le prouve l'application du Plan Colombie, l'impérialisme et les élites gouvernantes à sa solde sont décidés à résoudre dans le feu et dans le sang la crise de légitimité du "modèle néolibéral" et à écraser toute tentative de rébellion et d'alternative populaire.

4. Le Centrale des travailleurs argentins (CTA), le Bloc national Piquetero, les organisations de quartiers et de défense des droits humains et les partis et mouvements de la gauche ont appelé ce 27 juin à une grève générale et à des mobilisations de protestation dans tout le pays. La lutte pour l'emploi, le salaire, les droits démocratiques, contre la corruption, l'impunité du terrorisme d'État et pour que « tous s'en aillent » (2) se renforce en ce moment. La solidarité internationaliste de toutes les forces démocratiques, révolutionnaires et socialistes doit être à la

Argentine : Non au massacre, solidarité avec la lutte populaire!

Écrit par IVE Internationale

Jeudi, 20 Juin 2002 01:00 - Mis à jour Vendredi, 20 Juillet 2007 22:02

hauteur : ample, militante et inconditionnelle.

Le 27 juin 2002

Secrétariat unifié de la IVe Internationale

Notes

1. Piqueteros est le nom que se sont donnés les militants du mouvement des chômeurs et précaires, dont l'une des formes de lutte consiste à barrer les routes en organisant des "piquets". Cf. E. Lucita, Nouvelles et anciennes formes de luttes, Inprecor n° ...

2. « Que se vayan todos ! » (qu'ils - les politiciens illégitimes - s'en aillent tous) est devenu le cri de ralliement du processus révolutionnaire argentin. Cf. Inprecor n° 466/467 de janvier-février 2002, n° 468/469 de mars-avril 2002 et n° 470/471 de mai-juin 2002.